

NOTICE DESCRIPTIVE DE SECURITE

ERP du 1^{er} groupe .

(Arrêté du 25/06/1980 modifié – Arrêté du 22/06/1990 modifié)

La présente notice descriptive (article R.123-22 du CCH et GE 2 §1) constitue la pièce n°3 des bordereaux de pièces du dossier destiné à la vérification de la conformité aux règles de sécurité incendie:

- de la demande d'autorisation de construire, d'aménager ou de modifier un ERP (autorisation de travaux) : document Cerfa n°13824 ;
- du dossier spécifique du permis de construire (PC 39 et PC 40) ou du permis d'aménager (PA50 et PA51) permettant de vérifier la conformité des ERP aux règles d'accessibilité et de sécurité contre l'incendie et la panique (pièce annexe du document Cerfa n°14570).

Afin de permettre une instruction dans les conditions optimales, l'ensemble des documents

ci-après seront remis aux services chargés de l'instruction des dossiers en complément de la présente notice descriptive de sécurité :

La présente notice **datée et signée par le maître d'ouvrage** ;

Les autres pièces prévues à l'article GE 2 §1 :

- pièce 4 des documents cerfa :

Un plan de situation, des plans de masse et de façades des constructions projetées faisant ressortir :

- les conditions d'accessibilité des engins de secours ;
- les largeurs des voies et les emplacements des baies d'intervention pompiers
- la présence de tout bâtiment ou local occupé par des tiers.

- pièce 5 des documents cerfa:

Des plans de coupe et des plans de niveaux, ainsi qu'éventuellement ceux des planchers intermédiaires aménagés dans la hauteur comprise entre deux niveaux ou entre le dernier plancher et la toiture du bâtiment, faisant apparaître notamment :

- les largeurs des passages affectés à la circulation du public tels que dégagements, escaliers, sorties ;
- la ou les solutions retenues pour l'évacuation des personnes de chaque niveau de la construction en tenant compte des différentes situations de handicap ;
- les caractéristiques des éventuels espaces d'attente sécurisés.

- pièce 6 des documents cerfa :

La ou les demande(s) de dérogation(s) éventuelle(s), la ou les fiche(s) explicative(s) et tous les documents utiles à leur justification. »

Le pétitionnaire pourra remplir une notice par établissement isolé les uns des autres au sens de l'article GN 3.

Rappel des règles de demande de dérogation

(Article R 123-13 du Code de construction et de l'Habitation et article GN 4 du règlement de sécurité)

Les dérogations accordées ne peuvent avoir pour effet de diminuer le niveau de sécurité des personnes assuré par le respect des mesures réglementaires de prévention.

Lorsque le projet nécessite une demande de dérogation au présent règlement, le dossier doit comporter pour chaque demande une fiche indiquant notamment :

- les règles auxquelles le demandeur souhaite déroger (références articles et libellé du point de la règle concernée),
- les éléments du projet auxquels elles s'appliquent (localisation sur les plans)
- la justification des demandes ;
- les mesures compensatoires proposées.

Important : l'ensemble de ces documents constitue la pièce n°6 des bordereaux de dépôt des pièces jointes au titre des documents Cerfa.

N.B : Les présentes déclarations engageant le maître d'ouvrage, toute notice **non signée** ne saurait être examinée par les services compétents.

Dénomination de l'établissement :

Halle aux Sucres

Adresse principale :

33 Avenue du Peuple Belge, 59800 Lille

Maîtrise d'ouvrage (Nom ou raison sociale) :

Ministère de la justice
DIRSG Grand Nord
Département immobilier de Lille

Maîtrise d'œuvre (Nom ou raison sociale de l'architecte) :

Studio Rijsel
5 Rue Corneille
59000 Lille

Organisme de contrôle et missions confiées s'il est déjà choisi :

Bureau de contrôle
Samir BENOUAHLIMA
DEKRA
Agence de Lille
Parc Telmat - Bâtiment B
78 rue Gustave Delory
59 810 LESQUIN



2

Personne à contacter pour obtenir des précisions sur mon projet ou solliciter des documents ou complémentaires :

Nom : LECOURT Thomas

Qualité vis-à-vis du projet : Architecte

Coordonnées téléphoniques : 06 16 61 62 41

Adresse électronique : thomas@studiorijssel.com

Descriptif des activités envisagées dans l'établissement recevant du public:

Inchangées dans le cadre des travaux.

Pour information : Salle de danse, salle de bridge, tribunal d'instance, conseil des prudhommes, stockage archéologique, police nationale, La Poste.

(Extrait du procès-verbal du 20.06.2025 de la commission communale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP).

I - Descriptif synthétique du projet ou des travaux :

La présente demande concerne des travaux d'aménagements intérieurs pour le ministère de la Justice (Délégation interrégionales Grand-Nord, Département immobilier) au sein de la Halle aux Sucres située au 33 Avenue du Peuple Belge.

Le Tribunal Judiciaire de Lille est actuellement implanté sur 2 sites, tous deux situés Avenue du Peuple Belge (Palais de Justice et Halle aux Sucres). L'année prochaine, une partie du personnel déménagera au sein du nouveau Palais de Justice situé rue des Bateliers. L'autre partie sera accueillie au sein de la Halles aux Sucres raison pour laquelle des travaux d'aménagement intérieurs ont été prévus.

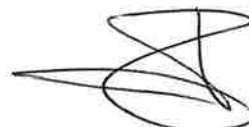
Les travaux prévus sont :

au r+1 :

- création d'une salle d'audience d'une capacité totale de 100 personnes (réfection sols, murs, plafonds, ajout d'une cloison et de mobiliers).
- salle d'audience : ajout d'une grille ronde (diamètre 400mm) en façade Nord-Est (donnant sur l'avenue du peuple belge) au droit d'une partie pleine d'une des menuiseries pour la prise d'air de la CTA, grille ronde, teinte dito menuiserie existante.
- salle d'audience : ajout d'une grille ronde (diamètre 400mm) en façade Nord-Ouest (façade parallèle à l'avenue du peuple Belge) au droit du mur en brique pour le rejet de la CTA, grille ronde, teinte identique à la brique existante.
- réorganisation de postes de travail (cfo/cfa) au droit de 7 bureaux.

au r+2 :

- réorganisation de postes de travail (cfo/cfa) au droit de 21 bureaux.
- réfection des sols, murs et faux-plafond des circulations communes, de la salle d'audience principale et de l'ancienne petite salle d'audience transformée en bureaux.
- ajout/déplacements de cloisons de bureaux afin de réorganiser certains postes de travail



1.1 - Classement proposé à la commission à l'issue des travaux réalisés : (CCH R 123.18 à R123-21)

Les activités et les effectifs sont établis en application du règlement de sécurité.

Détails :

Niveaux	Types d'activités exercées	Pour une activité donnée		Effectif du public	Effectif du personnel
		Surfaces	Mode de calcul (pers/m², déclaratif, places, etc)	par niveau	Par niveau
rdc				34	17
Entresol				0	5
r+1				348	67
r+2				124	100
r +3				139	2
Effectif				645	191
Effectif public et personnel (*)				TOTAL 836	

(*) Ne pas prendre en compte l'effectif du personnel dans les ERP de la 5^{ème} catégorie, article PE3§2.

Classement inchangé dans le cadre des travaux.

Type activité principale : L'établissement est classé en type W, L,X


Catégorie : 2^{ème} Catégorie.

Effectifs (public / personnel) : 645 personnes (public) et 191 personnes (personnel)

Tableau effectifs avant/après travaux

Avant travaux			
	ERP	ERT	total
rdc	34	17	51
entresol	0	5	5
r+1	248	67	315
r+2	181	100	281
r+3	139	2	141
total	602	191	793

Après travaux			
	ERP	ERT	total
rdc	34	17	51
entresol	0	5	5
r+1	348	67	415
r+2	124	100	224
r+3	139	2	141
total	645	191	836



1.2 – Le cas échéant, classement initial de l'établissement :

N.B : Pour un établissement existant, le classement antérieur de ce dernier doit être précisé, que le projet modifie ou non les activités et les surfaces accessibles au public.

Type activité principale : L'établissement est classé en type W, L,X

Catégorie : 2ème Catégorie.

Effectifs (public / personnel) : 602 personnes (public) et 191 personnes (personnel)

Les dispositions qui suivent devront être complétés, des références aux articles des dispositions particulières, en fonction de(s) activité(s) de l'établissement

II - Construction (CO 1 à CO 60)

- **Conception et desserte** (CO 1 à CO 5). Sur les plans, identifier clairement les voies engins ou espaces libres, les façades permettant aux services de secours d'intervenir à tous les niveaux, les baies accessibles, les aménagements extérieurs susceptibles de gêner l'intervention des secours (parking, plantation, escaliers, dénivellations supérieures à 10%,... ;)

Identifiez ci-après le nombre de façades accessibles, de voies engins, de voies échelles, d'espaces libres:

Dispositions inchangées dans le cadre des travaux

Pour information :

L'établissement se compose de 5 niveaux (r+3/rdc dont 1 entresol)

Il est desservi par 2 voies échelles.

Il dispose de 2 façades accessibles aux services de secours.

(Extrait du procès-verbal du 20.06.2025 de la commission communale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP).

- **Isolement par rapport aux tiers** (CO 6 à CO 10). Préciser ici la nature des établissements voisins (ERP, habitation, installation classée pour la protection de l'environnement,...) Identifier clairement les tiers sur les plans et expliquer la ou les méthodes retenues pour isoler l'établissement vis-à-vis des tiers.

Dispositions inchangées dans le cadre des travaux

Pour information :

Cet établissement est isolé de tout bâtiment ou local occupé par des tiers

L'établissement au terme des travaux d'isolement, présente les tiers mitoyens et/ou superposés et ou en intercommunication suivants :

- La salle Camelot située au RDC, rue de la Halle
- La Mairie de Quartier, située au RDC, rue de la Halle
- La galerie d'art « Le Carré » située au RDC, à l'angle de la rue de la Halle et de la rue des Archives
- La crèche, halte-garderie et maison de quartier situées au RDC et entresol, à l'angle de la rue des Archives et de l'Entrepôt
- Les salles d'activités sportives du centre social situées au RDC, rue de la Halle
- La salle polyvalente située au RDC et entresol, rue de l'Entrepôt.

(Extrait du procès-verbal du 20.06.2025 de la commission communale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP).

- **Résistance au feu des structures** (CO 11 à CO 15) *Préciser le degré en résistance au feu des structures et planchers. Pour les cas particuliers détailler la méthode retenue et faire référence à l'article correspondant.*

Dispositions inchangées dans le cadre des travaux

Pour information :

Le SSI de catégorie A avec extension de la détection à l'ensemble de l'établissement constitue une compensation à l'absence de certitude sur le degré de résistance au feu de certains planchers (qui devraient être coupe-feu de degré 1 heure).

(Extrait du procès-verbal du 20.06.2025 de la commission communale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP).

- **Couvertures** (CO 16 à CO 18)

Dispositions inchangées dans le cadre des travaux

- **Façades** (CO 19 à CO 22)

Dispositions inchangées dans le cadre des travaux



- **Distribution intérieure et compartimentage** (CO 23 à CO 26) . Préciser le principe de la distribution intérieure retenu (cloisonnement traditionnel, secteurs, compartiments) et le degré de résistance au feu des parois, blocs-portes et éléments verriers des baies équipant les parois). Détailler les notions de recoupement des vides (combles inaccessibles, volumes cachés et faux-plafonds).`

Dispositions inchangées dans le cadre des travaux

Pour information :

La distribution intérieure est obtenue par un cloisonnement traditionnel.

(Extrait du procès-verbal du 20.06.2025 de la commission communale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP).

- Solutions retenues pour l'évacuation des personnes en situation de handicap pour chaque niveau de la construction (GN 8, GN 10, CO 34 §6, CO 57 à CO 60) :

- Précisez les caractéristiques ou détaillez les caractéristiques des ou de la solutions retenues. Aide humaine, cas d'exonération, solution équivalente retenue (simple rez-de-chaussée avec un nombre adapté de dégagements praticables de plain-pied, nombre adapté de sorties praticables débouchant directement sur l'extérieur à chaque niveau et permettant de s'éloigner suffisamment, zone protégée, secteur, augmentation de surface des paliers des escaliers protégés, espace à l'air libre de nature à protéger les personnes du rayonnement thermique pendant une heure minimum, principes mentionnées aux articles AS4 et AS5), espaces d'attente sécurisés :

L'établissement est doté d'Espaces d'Attente Sécurisés (EAS), situés :

Au r+1 : bureau 1.20, espace d'accueil, palier de l'escalier (côté Rue des Archives)

Au r+2 : bureau 2.31, palier de l'escalier (côté Avenue du Peuple Belge)

Au r+3 : indéterminé

Dans le cadre des travaux, le palier de l'escalier (côté Avenue du Peuple Belge) intègre deux nouveaux bureaux dédiés au service nationalités, l'ancien EAS est donc intégré dans l'un de ces bureaux (cf. PIÈCE 5_PLAN SÉCURITÉ INTÉRIEUR ZOOM NATIONALITÉS).

Le bureau 2.31 est agrandi, l'EAS est conservé.

Le reste des EAS sont inchangés.

Le mobilier des zones d'attente dans les circulations laissera un dégagement libre de 2UP (1,40m).

- **Locaux non accessibles au public, locaux à risques particuliers** (CO 27 à CO 29). Fournir la liste des locaux à risques (moyens et importants). Préciser les surfaces des locaux et les volumes le cas échéant. Identifier clairement ceux-ci sur les plans. Préciser le degré de résistance au feu des structures, parois, planchers, blocs-portes, mentionner la présence de ferme-porte.

Dispositions inchangées dans le cadre des travaux

Pour information :

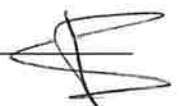
Les locaux à risques importants sont les suivants : local sous-station

Les locaux à risques moyens sont les suivants : archives, locaux techniques, TGBT, stockage, rangement, réserves.

(Extrait du procès-verbal du 20.06.2025 de la commission communale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP).

- Conduits et gaines (CO 30 à CO 33)

Dispositions inchangées dans le cadre des travaux



- **Dégagements** (CO 34 à CO 56). Fournir le tableau ci-dessous faisant apparaître par niveau et pour l'ensemble du bâtiment l'effectif maximum des personnes, le nombre et la largeur des dégagements exigibles et réalisés.

Calcul des dégagements par niveau	Effectif par niveau	Effectif cumulé	Dégagements réglementaires		Dégagements prévus	
			Nombre de sorties	Nombre d'unités de passage	Nombre de sorties	Nombre d'unités de passage
r+3 club de danse	19	141	1	1	1	1
r+3 stockage archéologique ERT	2		1	1	1	1
r+3 salle de bridge	120		2	3	2	6
Total r+3			2	3	3	8
r+2 grande salle d'audience	100	365	2	2	3	5
r+2 salle de délibérés	5		1	1	3	3
r+2 Salle de délibérés	4		1	1	3	3
r+2 bureaux Présidence	9		2	6	3	8
r+2 ERT	100		2	2	2	4
r+2 zone d'attente	6		/	/	/	/
Total r+2			2	5	3	8
r+1 salle d'audience 1	127		2	6	3	8
r+1 salle d'audience 2	59		2	2	2	4
r+1 salle de délibérés	3		1	1	3	3
r+1 salle d'audition 1	5		1	1	1	1
r+1 salle d'audition 2	5		1	1	1	1
r+1 salle d'audition 3	5		1	1	1	1
r+1 salle d'audition 4	5		1	1	1	1
r+1 salle d'audition 5	5		1	1	1	1
r+1 salle d'audition 6	6		1	1	1	1
r+1 salle d'audition 7	6		1	1	1	1
r+1 zone d'attente	22		/	/	/	/
r+1 nouvelle salle d'audience	100		2	2	2	3
r+1 ERT	67		/	/	/	/

Total r+1		780	3	8	3	8
Entresol	5		1	1	1	3
Stockage archéologie						
Rdc	12		1	1	1	3
Police nationale						
Rdc	39		2	1 + acc	2	2
La poste						
rdc		836	3	9	3	11
Sous-sol	so		so	so	so	so

- **Locaux recevant du public installés en sous-sol** (articles CO 39 et CO 40)

Fournir le calcul du niveau moyen des seuils des issues sur l'extérieur (NMSE), la hauteur d'enfouissement des locaux accessibles et si l'effectif est supérieur à 100 personnes au sous-sol, le calcul des dégagements majorés.

Non concerné.

Tribunes et gradins non démontables (CO 61, AM18) Préciser la nature, le nombre de sièges, le nombre de sièges entre deux circulations et entre circulations et parois. La longueur des bancs. La distance entre chaque rangée de siège ou de bancs et le cas échéant la méthode retenue pour les rendre difficilement déplaçable.

Non concerné.

III - **Aménagements intérieurs** (AM 1 à AM 19) (PE 13)

	Dans les locaux et les dégagements (*)	Dans les escaliers encloués (*)
Les revêtements muraux seront :	<input type="checkbox"/> M0, <input type="checkbox"/> M1, x M2	<input type="checkbox"/> M0, <input type="checkbox"/> M1 Dispositions inchangées dans le cadre des travaux
Revêtements sol	<input type="checkbox"/> M0, <input type="checkbox"/> M1, <input type="checkbox"/> M2, <input type="checkbox"/> M3, x M4	<input type="checkbox"/> M0, <input type="checkbox"/> M1, <input type="checkbox"/> M2, <input type="checkbox"/> M3 Dispositions inchangées dans le cadre des travaux
Revêtements plafond	<input type="checkbox"/> M0, x M1	<input type="checkbox"/> M0, <input type="checkbox"/> M1 Dispositions inchangées dans le cadre des travaux

(*) ou classement équivalent en euroclasses.

- **Eléments de décoration** (AM 9, AM 10). Spécifier le degré en réaction au feu.

Dans les locaux ou dégagements, les revêtements muraux tendus et leurs éventuels intercalaires sont de catégorie M2.

- **Tentures, portières, rideaux, voilages** (AM 11 à AM 14). Spécifier le degré en réaction au feu.

Non concerné.

- **Gros mobiliers, agencement principal, aménagements de planchers en superstructures** (AM 15 à AM 19). Spécifier le degré en réaction au feu.

Le gros mobilier, l'agencement principal, les stands et les aménagements de planchers légers en superstructures, situés dans les locaux et les dégagements, seront en matériaux de catégorie M3.

Les matériaux constituant les sièges non rembourrés et les structures de sièges rembourrés seront de catégorie M3.

IV - Désenfumage (DF 1 à DF 10)

Préciser les locaux et les dégagements pour lesquels un désenfumage a été prévu et pour chacun d'eux sa nature (mécanique, naturel,...).

Dispositions inchangées dans le cadre des travaux

Pour information :

Le désenfumage est assuré par :

- Un désenfumage mécanique pour les circulations horizontales au r+1 et r+2
- Un désenfumage naturel pour les escaliers.

(Extrait du procès-verbal du 20.06.2025 de la commission communale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP).

V - Chauffage, ventilation, réfrigération, conditionnement d'air, production de vapeur et d'eau chaude sanitaire (CH 1 à CH 58)

Préciser le mode de conception du chauffage, du conditionnement d'air centralisé ainsi que de la ventilation (ex : chauffage central par circuits de distribution d'air chaud pulsé, par circuits de distribution d'eau chaude ; ventilation double flux). Préciser la puissance utile des appareils (ex : chaudière fuel de 40 kW), la nature du combustible, la capacité et la nature des stockages éventuels.

Le projet prévoit l'ajout d'une CTA au droit de la nouvelle salle d'audience (r+1). Celle-ci sera située dans un plénum au-dessus de la salle d'attente de cette nouvelle salle d'audience. Celle-ci sera reprise sur le SSI.

Pour information :

Le chauffage est assuré par des appareils de production de chaleur dont l'énergie employée est le chauffage urbain par sous-station pour une puissance de 1200 kW.

Cet établissement est doté :

- D'une CTA (tribunal d'instance et conseil des prudhommes : grande salle d'audience, petite salle d'audience, salle d'audition)
- D'une ventilation mécanique contrôlée

(Extrait du procès-verbal du 20.06.2025 de la commission communale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP).

VI - Installation aux gaz combustibles et aux hydrocarbures liquéfiés (GZ 1 à GZ 30)

Préciser la puissance utile des appareils, leur fonction, la nature du combustible, (ex : chauffage central gaz propane de 40 kW) la capacité et la nature des stockages éventuels.

Non concerné.

VII - Installations électriques (EL 1 à EL 23)

Les installations électriques seront remaniées suivant la densification des locaux.

Les nouveaux câblages respecteront les dispositions en vigueur : ils seront classés C_{ca}-s2,d2,a2.

VIII- Eclairage (EC 1 à EC 12)

Préciser l'emplacement des locaux de service électrique « à risques » sur les plans (groupe électrogènes, poste de transformation, cellule haute-tension, matériel électriques émettant des vapeurs inflammables ou toxiques).

Préciser la nature de l'éclairage de sécurité (ambiance, évacuation, BAES, source centrale, BAEH)

L'établissement est doté d'un éclairage de sécurité à fonction d'évacuation (balisage) et d'une éclairage antipanique Cet éclairage de sécurité est assurée par des blocs autonomes.

La nouvelle salle d'audience sera pourvue d'un éclairage d'évacuation et d'ambiance suivant les dispositions de l'article EC8. Des BAES sont prévus dans la nouvelle salle d'audience (r+1).

IX - Ascenseurs, escaliers mécaniques, trottoirs roulants (AS 1 à AS 11)

Le projet prévoit l'ajout d'un monte-personne au droit du local jouxtant la salle d'audience du r+2.

Pour information :

Cet établissement est équipé de :

- Deux ascenseurs électriques
- D'un monte-charge électrique (monte-dossiers)
- D'un élévateur pmr électrique (entre le r+2 et le r+1)

(Extrait du procès-verbal du 20.06.2025 de la commission communale pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les ERP).

X - Appareils de cuisson destinés à la restauration (GC 1 à GC 20)

Préciser la puissance utile des installations par local ou îlot, la nature de l'énergie retenue pour alimenter les appareils. Détailler le mode de conception des locaux (grande cuisine, cuisine ouverte, îlot de cuisson...).

Non concerné.

XI - Moyens de secours (MS 1 à MS 74)

- Moyens d'extinction (MS 4 à MS 40)

Dans le cadre du projet, les extincteurs seront vérifiés en quantités et emplacements notamment dans le cadre de la création de la nouvelle salle d'audience.

Pour information :

Nombre d'extincteurs :

- 26 pour les parties communes
- 13 pour le Conseil des prudhommes
- 35 pour le tribunal d'instance
- 10 pour les locaux de police nationale
- 12 pour le service archéologie
- 5 pour les locaux bridge
- 3 pour la salle de dance
- 14 pour les locaux de la Poste

- Dispositions visant à faciliter l'action des sapeurs-pompiers (MS 41 à MS 44)

Les plans d'évacuations et d'interventions seront mis à jour.

- Surveillance de l'établissement/Service de sécurité incendie (effectif et qualification) (MS 45 à MS 52)

Dispositions inchangées dans le cadre des travaux.

- Système de sécurité incendie : catégorie A-B-C-D-E (MS 53 à MS 60)

Disposition inchangée. Le SSI est de catégorie A.

- Préciser ici la nature des locaux bénéficiant de la détection incendie et les asservissements

éventuels (MS 56) :

Disposition inchangée. Le principe d'une détection automatique d'incendie installée dans tous les locaux hors cage d'escalier et sanitaire est maintenue.

- Système d'alarme : type 1, 2a, 2b, 3, 4 (MS 61 à MS 67)



Disposition inchangée. L'équipement d'alarme est de type 1.

- Système d'alerte (MS 70)

Il est prévu la mise en place d'un onduleur d'une autonomie d'une heure pour secourir la ligne téléphonique.

XII – DEMANDE(S) DE DEROGATION (ADAPTATION DES REGLES DE SECURITE (R123-13 et GN 4) :

Cette partie et les fiches annexées constituent la pièce numéro 6 du dossier spécifique du permis de construire (cerfa 14570-ERP) et de l'autorisation de travaux (cerfa 13824).

Nombre :

Voir fiche(s) annexée(s) au présent document.

Je soussigné Dominique Deboissy ^{MARS} Maître d'ouvrage, m'engage à respecter les dispositions édictées dans la présente notice et m'engage à respecter les règles générales de construction, prise en application du chapitre 1er du titre 1er et du livre 1er du Code de la Construction et de l'habitation.

Date et signature 16/4/26

Par déléguation
Dominique DEBOISSY
Directeur délégué à l'administration
régionale judiciaire